Projet de loi

**portant modification des articles L. 234-51, L. 234-52, L 551-2,
L. 551-5 et L. 552-1 du Code du travail**

Avis du Conseil d'État

(28 janvier 2020)

Par dépêche du 26 septembre 2019, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche financière, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une version coordonnée des dispositions du Code du travail que le projet de loi sous examen tend à modifier.

Les avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des salariés et de la Chambre de commerce ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 28 octobre, 29 octobre et 11 décembre 2019.

Considérations générales

Le projet de loi sous examen a pour objet principal d'apporter des modifications aux dispositions concernant le congé pour raisons familiales, reprises aux articles L. 234-50 et suivants du Code du travail.

Ces modifications tendent à mieux répondre aux besoins des parents d'un enfant handicapé ou gravement malade en prévoyant que les parents peuvent prétendre au congé pour raisons familiales au-delà de la limite d'âge de dix-huit ans et sans hospitalisation de l'enfant handicapé ou gravement malade.

Dans le même ordre d'idées et afin de tenir compte des besoins spécifiques des enfants handicapés ou gravement malades, le projet de loi sous examen entend également permettre aux deux parents de prendre le congé pour raisons familiales en même temps.

Le projet de loi sous examen a encore pour objet d'apporter des précisions quant aux compétences respectives de la Commission mixte et de l'Agence pour le développement de l'emploi en ce qui concerne l'attribution de l'indemnité professionnelle d'attente ou de l'indemnité compensatoire.

Examen des articles

Article 1^{er}

L'article L. 234-51, dernier alinéa, du Code du travail, dans sa teneur proposée, prévoit que « [l]a limite d'âge de dix-huit ans et la condition d'hospitalisation prévue à l'article L. 234-52, alinéa 1, 3^e tiret ne s'appliquent pas aux enfants qui bénéficient de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la Sécurité sociale ni à ceux qui sont atteints d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle telles que définies par le règlement grand-ducal visé à l'article L. 234-52 et attestées par le médecin traitant ».

Le règlement grand-ducal définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2, de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales auquel renvoie l'article L. 234-51, dernier alinéa, du Code du travail, dans sa teneur proposée, date du 10 mai 1999.

Le Conseil d'État tient à relever que d'après l'article 1^{er} du règlement grand-ducal précité du 10 mai 1999, qui n'a pas été modifié depuis son entrée en vigueur, seulement deux types de maladies peuvent être définies comme maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle : d'une part, les affections cancéreuses en phase évolutive et, d'autre part, les pathologies entraînant une hospitalisation en secteur aigu d'une durée dépassant deux semaines consécutives.

À cet égard, le Conseil d'État tient à relever qu'au vu des dispositions reprises à l'article 1^{er}, deuxième tiret, du règlement grand-ducal précité du 10 mai 1999, la dérogation prévue par l'article L. 234-51, dernier alinéa, qui joue en faveur des enfants atteints d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle, ne pourrait dès lors s'appliquer qu'aux seules affections cancéreuses en phase évolutive. À la lecture du commentaire des articles, cela n'est manifestement pas l'intention des auteurs.

Ainsi, le règlement grand-ducal précité du 10 mai 1999, en tant que référence, a pour effet de restreindre singulièrement le champ d'application d'une disposition légale, ce qui n'est pas concevable dans une matière réservée à la loi.

Partant, le Conseil d'État suggère une révision du règlement grand-ducal précité du 10 mai 1999 ou le remplacement de la référence au règlement grand-ducal précité par le renvoi à un nouveau règlement grand-ducal.

Article 2

Le Conseil d'État renvoie à ses observations formulées à l'égard de l'article 1^{er} du projet de loi sous examen.

Articles 3 à 5

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Observations générales

L'article est indiqué en introduction du texte sous la forme abrégée « **Art.** », pour écrire à titre d'exemple « **Art. 1^{er}.** ».

Lorsque la loi en projet se réfère au « même code », il convient d'écrire le terme « code » avec une lettre initiale minuscule.

Intitulé

Pour fixer l'attention des personnes qui s'intéressent aux textes en cours d'élaboration et des lecteurs du journal officiel, il peut s'avérer utile d'indiquer dans l'intitulé d'un acte exclusivement modificatif la portée des modifications qu'il est envisagé d'apporter à un dispositif comportant un nombre important d'articles. Par conséquent, il est suggéré de reformuler l'intitulé comme suit :

« Projet de loi modifiant :

1° les articles L. 234-51 et L. 234-52 du Code du travail concernant le congé pour raisons familiales ;

2° les articles L. 551-2, L. 551-5 et L. 552-1 du Code du travail en vue de fixer les compétences respectives de l'Agence pour le développement de l'emploi et de la Commission mixte en matière d'indemnité compensatoire et d'indemnité professionnelle d'attente ».

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Subsidiairement, en ce qui concerne l'article L. 551-2, il y a lieu d'ajouter un point après la lettre « L », pour écrire « L. 551-2 ».

Article 1^{er}

À l'article L. 234-51, dernier alinéa, dans sa teneur proposée, il convient de préciser que lorsqu'on se réfère au premier alinéa, les lettres « er » sont à insérer en exposant derrière le numéro pour écrire « alinéa 1^{er} ».

Toujours à l'article L. 234-51, dernier alinéa, il est indiqué d'écrire « troisième tiret » en toutes lettres et « Code de la sécurité sociale » avec une lettre « s » minuscule.

Article 2

En ce qui concerne l'article L. 234-52, alinéa 4, dans sa teneur proposée, le Conseil d'État signale que dans le cadre de renvois, l'emploi de tournures telles que « ci-dessous » est à écarter. Si ces tournures figurent dans un renvoi sans indication du numéro, l'insertion d'une nouvelle disposition à l'occasion d'une modification ultérieure peut avoir pour conséquence de rendre le renvoi inexact. Partant, il convient de remplacer le terme « ci-dessous » par les termes « à l'alinéa 5 », pour écrire :

« le règlement grand-ducal visé à l'alinéa 5 ».

Article 3

Afin de garantir une certaine cohérence interne du dispositif, le Conseil d'État recommande de remplacer le terme « mots » par celui de « termes ». Cette observation vaut également pour l'article 4.

Article 5

Il convient d'insérer des guillemets fermants à la fin du texte qu'il s'agit de remplacer.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 15 votants, le 28 janvier 2020.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

La Présidente,

s. Agny Durdu